

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

XLII.

Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et sur les questions y relatives (¹).

Texte des propositions présentées et des questions posées.	Resolutions prises.
ARTICLE PREMIER. <i>Proposition présentée par M. Heynen (²) :</i> La Belgique est divisée en provinces. Ces provinces sont . Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg et Namur. Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces. En cas d'acquisition ou de fondation de colonies, le régime de celles-ci sera réglé par la loi. <i>M. Woeste propose la rédaction suivante du § final :</i> La loi règle, s'il y a lieu, le régime des colonies.	Les trois premiers §§ sont adoptés à l'unanimité des 18 membres présents. (Séance du 26 nov. 1892.) Remplacé par le texte de M. Woeste. Adoptée par 12 voix contre 2 et 4 abstentions. (Séance du 26 nov. 1892.)

(¹) A la date du 22 janvier 1893.

(²) N° 45, XXXII.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

ART. 26.

Proposition présentée par MM. Feron, Le Poutre, Thiriar, Janson, Lambiotte et Richald ⁽¹⁾ :

Le Roi a le droit d'en référer à la consultation du corps électoral sur toute loi adoptée par les Chambres ou, en cas de conflit, par l'une d'elles.

Le referendum est obligatoire, s'il est réclamé par cent mille électeurs ou par cinq conseils provinciaux ou par des conseils communaux représentant un total d'au moins un million d'habitants.

Rejetée par 15 voix contre 3.
(Séance du 26 nov. 1892.)

Proposition présentée par M. Hanssens ⁽²⁾ :

Ajouter à l'article 26 les paragraphes suivants :

Le Roi a, sous la condition formulée à l'article 64 de la Constitution, le droit d'en référer à la consultation du corps électoral sur toute loi adoptée par les Chambres :

Rejetée par 15 voix contre 3.
(Séance du 26 nov. 1892.)

1° Quand elle ne l'a été dans les deux ou par l'une d'elles qu'à une majorité inférieure aux six dixièmes des membres qui en font partie, et que trois dixièmes au moins des membres de chacune d'elles réclament cette consultation ;

2° Quand la consultation est réclamée en même temps par trois conseils provinciaux et par des conseils communaux représentant une population d'au moins cinq cent mille habitants ;

3° Ou par des conseils communaux représentant une population d'au moins un million d'habitants.

La population des communes sera calculée sur le pied des résultats du dernier recensement.

Proposition reprise par M. Janson ⁽³⁾ :

Il y a lieu à la revision de l'article 26 de la Constitution par l'addition d'une disposition remettant à la loi le soin de déterminer dans quels cas et dans quelles conditions le Roi pourra consulter directement le corps électoral.

Rejetée par 13 voix contre 3.
(Séance du 26 nov. 1892.)

⁽¹⁾ N° 14, VI.

⁽²⁾ N° 24, XI.

⁽³⁾ Déclarations des Chambres et du Roi, *Moniteur* des 23 et 24 mai 1892, n° 144 et 145.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

ART. 47.

Proposition présentée par MM. Janson, Feron, Houzeau de Lehaie, Thiriur, Warocqué et Coppée⁽¹⁾ :

La Chambre des Représentants est élue par le suffrage universel direct.

Sont électeurs tous citoyens, sauf les interdits, réunissant les conditions d'âge et de domicile déterminées par la loi électorale.

Celle-ci énumère les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

Proposition présentée par M. Hanssens⁽²⁾ :

La Chambre des Représentants se compose des députés élus par le suffrage universel direct des citoyens qui réunissent les conditions d'âge et de domicile déterminées par la loi électorale.

Celle-ci énumère les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité ou d'incapacité, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

Elle ne peut subordonner l'exercice du droit électoral à des constatations préventives de la capacité dont la validité ou la nullité du bulletin de vote est à la fois le critérium et la sanction

Proposition présentée par M. Nothomb⁽³⁾ :

La Chambre des Représentants est élue par le suffrage universel direct.

Sont électeurs, sans condition de cens,

Tous les Belges :

1° Agés de vingt-cinq ans accomplis;

2° Justifiant d'une résidence continue de trois ans dans la même localité, commune ou agglomération de communes.

La loi électorale énumère les conditions accessoires de même que les causes d'indignité ou d'incapacité, soit définitives, soit temporaires.

Néanmoins nulle modification, dérogation ou addition à la loi électorale ne peut être votée qu'à la majorité prévue au paragraphe 5 de l'article 131.

Rejetée par 16 voix contre 4
(Séance du 2 nov. 1892.)

Rejetée à l'unanimité des
20 membres présents.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Rejetée par 19 voix; 1 abstention.
(Séance du 2 nov. 1892.)

⁽¹⁾ N° 12, IV.

⁽²⁾ N° 25, XII.

⁽³⁾ N° 21, VIII.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

Proposition présentée par M. Sabatier ⁽¹⁾:

La Chambre des Représentants se compose de députés élus par le suffrage universel direct.

Sont électeurs tous les Belges jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de 25 ans au moins au moment où les listes électorales seront dressées.

Toutefois, la loi électorale pourra subordonner l'exercice du droit électoral à certaines conditions de résidence et de capacité, et déterminer les causes d'indignité qui excluent le citoyen du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

La loi électorale étant une loi organique essentielle, aucune loi électorale ne sera promulguée que si elle a été votée par la Chambre des Représentants à la majorité des deux tiers des votants, les deux tiers des membres étant, d'autre part, présents au vote.

Proposition présentée par M. Helleputte ⁽²⁾:

La Chambre des Représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de 35 ans accomplis, et par les citoyens âgés de 25 ans accomplis qui auront subi un examen à déterminer par la loi ou qui seront porteurs d'un diplôme de capacité qui en tienne lieu, délivré par un établissement d'instruction public ou privé.

Les électeurs seront répartis, suivant la profession qu'ils exercent, en trois groupes correspondant au capital, au travail, aux professions libérales ou intellectuelles.

Les trois groupes d'électeurs votent dans des sections séparées et ont droit chacun au tiers des mandats à conférer.

Si le nombre des mandats n'est pas exactement divisible par trois, le premier mandat en sus appartiendra au premier groupe, le second au deuxième groupe.

S'il n'y a que deux mandats à conférer, le premier groupe en confère un, le deuxième et le troisième groupe, votant ensemble, en confèrent un également.

S'il n'y a qu'un seul mandat à conférer, les trois groupes concourent ensemble à l'élection.

Proposition subsidiaire présentée par M. Feron ⁽³⁾:

La Chambre des Représentants est élue directement par les citoyens réunissant les conditions déterminées par la loi.

Rejetée par 17 voix contre 3.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Rejetée par 15 voix contre 5.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Rejetée par 16 voix contre 4.
(Séance du 5 nov. 1892.)

(¹) N° 29, XVI.

(²) N° 41, XXVIII.

(³) N° 59, XXVI.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

Proposition présentée par M. Janson :

Proposition de M. Janson d'inscrire en tête de l'article 47 :

Le cens électoral est aboli.

Rejetée par 10 voix contre 4 et 6 abstentions.

(Séance du 5 nov. 1892.)

Proposition présentée par MM. de Smet de Naeyer, Fris, Delbeke, Melot, Ligy et Meeus (1) :

La Chambre des Représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis auxquels la loi électorale reconnaît le droit de vote.

Adoptée par 15 voix contre 6 et 1 abstention.

(Séance du 5 nov. 1892.)

Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles inscrits au cadastre pour un revenu d'au moins cent francs;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une même maison ou une même partie de maison d'une valeur à déterminer par la loi électorale selon le chiffre de la population des communes.

Cette valeur ne peut être inférieure à 1,050 francs.

Pour les communes de plus de 20,000 habitants, elle doit être fixée au double de celle qui est établie pour les communes de moins de 5,000 habitants.

La loi prescrit les règles d'après lesquelles se calcule la valeur des maisons et des parties de maison; le revenu cadastral de la propriété bâtie sert de base à ces règles.

Le revenu cadastral du sol sur lequel la maison est élevée et celui de la terre attenante à la maison et exploitée par l'occupant de celle-ci peuvent, dans les limites prévues par la loi, être réunis au revenu cadastral de la propriété bâtie pour le calcul de la valeur.

Art. 48.

Question posée à la demande de M. Helleputte :

Y a-t-il lieu d'écarter dans la Constitution tout obstacle à l'organisation éventuelle de la représentation des intérêts?

Question résolue négativement par 7 voix contre 4 et 2 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Proposition présentée par M. Feron :

Remplacer dans le texte actuel de l'art. 48 les mots « telles divisions de province » par les mots « telles divisions territoriales. »

Rejetée par 2 voix contre 1 et 2 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Il est décidé que les réponses faites aux deux questions relatives à la représentation proportionnelle à l'article 54 trouvent également leur application à l'article 48. (Voir p. 8.)

(1) N° 25, X

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

ART. 52.

Proposition présentée par MM. Feron, Janson, Le Poutre, Lemonnier, Robert et Lumbiotte (1) :

Les membres du Sénat sont élus directement par le suffrage universel, conformément aux prescriptions de l'article 47.

La loi détermine la constitution, le nombre, l'importance et le fonctionnement des collèges électoraux.

Ces collèges pourront faire l'objet de divisions à la fois territoriales et fonctionnelles ou professionnelles.

Chaque citoyen exercera le droit de suffrage dans le collège auquel le rattachera sa fonction, sa profession ou sa situation sociale.

La loi fixe le nombre des sénateurs à élire par chaque collège.

Proposition présentée par M. Hanssens (2) :

Les membres du Sénat sont élus, à raison de la population de chaque province, par les citoyens compris dans l'une des catégories suivantes :

1° Les ministres actuels ou anciens et les ministres d'État;

2° Les membres actuels ou anciens des Chambres législatives; les conseillers provinciaux actuels ou ceux ayant rempli un mandat d'au moins quatre ans; les greffiers provinciaux; les délégués des Conseils communaux, élus par ceux-ci au scrutin secret, à raison d'un délégué par 5,000 âmes ou fraction de 5,000 âmes de la population de la commune; les secrétaires et les receveurs des communes dont la population est supérieurs à 5,000 âmes;

3° Les membres des administrations des Hospices et des Bureaux de bienfaisance, dans les communes où ces institutions sont organisées et possèdent un patrimoine d'au moins 50,000 francs;

Rejetée par 11 voix contre 2.
(Séance du 10 nov. 1892.)

Rejetée à l'unanimité des 13 membres présents.
(Séance du 10 nov. 1892.)

(1) N° 15, V.

(2) N° 26, XIII.

Texte des propositions présentées et des questions posées.**Résolutions prises.**

4° Les membres effectifs, correspondants et honoraires des Académies royales des sciences, des lettres, des beaux-arts et de médecine ;

5° Les professeurs d'Universités et des établissements d'enseignement supérieur public ou privé ; les professeurs des athénées, collèges, écoles spéciales et normales ; les professeurs des Académies royales des beaux-arts et des Conservatoires royaux ; les inspecteurs de tout grade de l'enseignement public ; les instituteurs primaires attachés depuis quatre ans à une école publique ou adoptée ;

6° Les porteurs d'un des diplômes de docteur institués par la loi du 10 avril 1890, ou du diplôme de pharmacien, d'ingénieur civil des mines, d'ingénieur des constructions civiles ou de secrétaire de légation.

7° Les porteurs du diplôme de médecin vétérinaire, les ingénieurs agricoles ; les licenciés en sciences commerciales.

8° Les membres effectifs ou pensionnés du corps diplomatique et consulaire ;

9° Les officiers brevetés de la marine royale ou marchande sortis des écoles de navigation d'Anvers et d'Ostende ;

10° Les magistrats actuels ou émérites de toute classe ; les greffiers et greffiers-adjoints des cours, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des justices de paix, des conseils de prud'hommes en activité ou pensionnés ; les juges consulaires en activité, ou ayant rempli un mandat de quatre ans au moins ; les membres des conseils de prud'hommes en activité ou ayant rempli un mandat de six ans au moins ; les notaires, les avoués et les huissiers, en fonctions ou anciens ;

11° Les fonctionnaires de l'ordre administratif de l'État, des provinces ou des communes, ainsi que des établissements qui en dépendent, jouissant d'un traitement annuel fixe de 4,000 francs au moins.

Les fonctionnaires des Chambres législatives et de la Cour des comptes, en activité ou pensionnés, sont assimilés aux fonctionnaires de l'État ;

12° Les officiers de l'armée à partir du grade de capitaine ; les personnes attachées à l'armée et dont la situation est assimilée à ce grade ;

13° Les officiers de la garde civique active, ayant depuis six années au moins le grade de capitaine ;

14° Les ministres des cultes, jusques et y compris, pour le culte catholique, les curés desservants, jouissant comme tels d'un traitement à charge de l'État ou pensionnés ;

15° Les membres des Conseils de l'industrie et du travail qui en font partie depuis quatre ans, ou en ont fait partie pendant cinq ans ;

16° Les délégués nommés par les électeurs appelés à nommer les membres de ces conseils, à raison de deux par mille électeurs ;

Texte des propositions présentées et des questions posées.**Résolutions prises.**

17° Les membres du Conseil supérieur du travail, dès qu'une loi aura déterminé le mode de leur recrutement;

18° Les président, vice-présidents et secrétaires des comices agricoles;

19° Les délégués nommés par les propriétaires ou locataires de biens ruraux et par les journaliers attachés à une exploitation rurale, à raison de deux par mille;

20° Les membres du conseil supérieur de l'industrie et du commerce;

21° Les délégués élus par les négociants, à raison de quatre par mille;

22° Tous ceux qui versent au Trésor de l'État et à la province, en impôts directs, une somme de 100 francs.

Le droit de débit de tabacs et de boissons alcooliques n'entre pas en ligne de compte;

23° Tous ceux auxquels une loi votée à la majorité prévue à l'article 131, § 5 de la Constitution confèrera le droit électoral pour le Sénat.

La loi détermine les conditions d'âge et de domicile que doivent réunir les électeurs sénatoriaux.

Proposition présentée par M. de Smet de Naeyer (1) :

Les membres du Sénat sont élus, à raison de la population de chaque province, par les citoyens âgés d'au moins 35 ans qui élisent les membres de la Chambre des Représentants.

Rejetée par 7 voix contre 3 et 5 abstentions.

(Séance du 10 nov. 1892.)

ART. 54.

Questions posées à la demande de M. Woeste :

Y a-t-il lieu d'écarter de la Constitution tout obstacle à l'organisation éventuelle de la représentation proportionnelle?

Question résolue affirmativement par 41 voix contre 3 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Y a-t-il lieu d'insérer dans la Constitution que la loi applique à l'élection des membres du Sénat la représentation proportionnelle?

Question résolue négativement par 41 voix contre 1 et 2 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Proposition présentée par M. Feron :

Rédiger ainsi l'article 54:

Le nombre des sénateurs ne sera pas inférieur à la moitié des députés de l'autre chambre. Il ne dépassera pas le nombre total des députés.

Rejetée par 41 voix contre 1 et 2 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

ART. 56.

Proposition présentée par MM. Feron, Hanrez, Robert et Richald (1) :

Pour être éligible au Sénat, il faut :

- 1° Être Belge soit par la naissance, soit par l'option, soit par la grande naturalisation;
- 2° Jouir de ses droits politiques et civils;
- 3° Être domicilié en Belgique;
- 4° Être âgé d'au moins trente ans.

Proposition présentée par M. Hanssens (2) :

Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut :

- 1° Être belge de naissance, par option ou en vertu de la grande naturalisation;
- 2° Jouir de ses droits politiques et civils;
- 3° Être domicilié en Belgique;
- 4° Être âgé au moins de 40 ans.

Proposition présentée par M. de Smet de Naeyer (3) :

Pour être éligible au Sénat, il faut :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
 - 2° Être âgé d'au moins 55 ans;
 - 3° Être domicilié en Belgique;
 - 4° Ne pas être privé du droit d'éligibilité ou de l'électorat pour une cause d'indignité ou d'incapacité prévue par la loi;
 - 5° Avoir, pendant le temps prévu par la loi, exercé les hautes fonctions ou occupé les situations importantes que la loi détermine;
- Ou bien être propriétaire, au moment de l'élection, d'immeubles situés en Belgique et inscrits au cadastre pour un revenu d'au moins 15,000 francs;

Rejetée par 11 voix contre 2.
(Séance du 10 nov. 1892.)

Rejetée par 11 voix contre 2.
(Séance du 10 nov. 1892.)

Remplacé par le § 1^{er} de la proposition présentée par M. Woeste.

Adopté par 6 voix contre 4 et 5 abstentions.
(Séance du 10 nov. 1892.)

§ 3°. — Adopté à l'unanimité des 15 membres présents.
(Séance du 10 novembre 1892.)

Remplacé par le § 4 amendé par M. de Smet de Naeyer.

Remplacé par le § 5 amendé par M. de Smet de Naeyer.

(1) N° 15, VII.

(2) N° 27, XIV.

(3) N° 42, XXIX.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

Ou bien être inscrit, au moment de l'élection, sur la liste des citoyens les plus imposés habitant le royaume. Cette liste doit comprendre un nombre de noms égal à la proportion de 1 sur 3,000 habitants.

Lorsque, dans une province, le nombre des citoyens figurant sur la liste des plus imposés du royaume n'atteint pas la proportion de 1 sur 3,000 âmes de population, il est dressé, pour cette province, une liste complémentaire comprenant les plus imposés jusqu'à concurrence de la proportion précitée.

La loi détermine les contributions qui confèrent l'éligibilité.

M. de Smet de Naeyer amende le § 4° de sa proposition de la manière suivante :

4° Jouir de ses droits civils et politiques.

Adopté à l'unanimité des
15 membres présents.
(Séance du 10 nov. 1892.)

M. de Smet de Naeyer amende le § 5° de sa proposition de la manière suivante :

5° Être possesseur, au moment de l'élection, d'immeubles situés en Belgique et inscrits au cadastre pour un revenu d'au moins 12,000 fr.;

Adopté par 8 voix contre 1
et 5 abstentions.
(Séance du 19 nov. 1892.)

Ou être inscrit, au moment de l'élection, sur la liste des citoyens les plus imposés en contributions directes qui habitent le Royaume. Cette liste doit comprendre un nombre de noms égal à la proportion de 1 sur 4,000 habitants.

Adopté par 5 voix contre 6
et 1 abstention.
(Séance du 19 nov. 1892.)

Lorsque dans une province le nombre des citoyens figurant sur la liste des plus imposés du royaume n'atteint pas la proportion de 1 sur 4,000 âmes de population, il est dressé pour cette province, une liste complémentaire comprenant les plus imposés jusqu'à concurrence de la proportion précitée.

Adopté par 5 voix contre 2
et 5 abstentions.
(Séance du 19 nov. 1892.)

Sont dispensés des conditions faisant l'objet du 5°, les citoyens qui, pendant le temps prévu par la loi, ont exercé les hautes fonctions ou occupé les situations importantes déterminées par la Constitution :

Adopté par 8 voix contre 4
et 2 abstentions.
(Séance du 19 nov. 1892.)

Proposition présentée par M. Heynen ⁽¹⁾ :

Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut :

5° Avoir, pendant le temps prévu par la loi, exercé les hautes fonctions ou occupé les situations importantes que la loi détermine à une majorité des deux tiers des voix;

Rejeté par 6 voix contre 4
et 4 abstentions.
(Séance du 19 nov. 1892.)

(¹) N° 44, XXXI.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

Ou verser au Trésor de l'État, en impositions directes, pendant l'année courante et l'année antérieure, au moins 1,200 francs, dans les provinces d'Anvers, de Brabant et de Namur; 1,000 francs dans celles de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Hainaut, de Liège et du Limbourg; 500 francs dans celle du Luxembourg.

Amendement présenté par M. Feron à la proposition de M. Heynen :

Payer en Belgique au moins 500 francs d'impositions directes.

Proposition présentée par M. Woeste (1) :

Pour être éligible au Sénat, il faut :

1° Être Belge par la naissance, l'option ou la grande naturalisation;

2° Jouir de ses droits civils et politiques;

3° Être domicilié en Belgique;

4° Être âgé au moins de 40 ans;

5° Payer en Belgique au moins 1,500 francs d'impositions directes.

Dans les provinces où la liste des citoyens payant 1,500 francs d'impositions directes n'atteint pas la proportion de 1 sur 5,000 âmes de population, elle est complétée par les plus imposés de la province, jusqu'à concurrence de cette proportion.

Sont également éligibles, les citoyens qui, indépendamment des quatre premières conditions précitées, appartiennent aux catégories suivantes :

Rejeté par 5 voix contre 5 et 2 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Rejetée par 8 voix contre 3 et 3 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

(Séance du 10 nov. 1892.)

Adopté comme § 4° dans la proposition amendée présentée par M. de Smet de Naeyer.

(Séance du 10 nov. 1892.)

Adopté à l'unanimité des 13 membres présents comme § 5° de la proposition présentée par M. de Smet de Naeyer.

(Séance du 10 nov. 1892.)

Remplacé par le § 2° de la proposition présentée par M. de Smet de Naeyer.

Les 5 premiers alinéas du § 5° sont remplacé par le § 5° amendé présenté par M. de Smet de Naeyer.

(1) N° 43, XXX.

Texte des propositions présentées et des questions posées.

Résolutions prises.

Les ministres, les ministres d'État, les anciens ministres, les anciens sénateurs, les représentants et anciens représentants, les anciens ministres plénipotentiaires ou résidents, les membres retraités de la Cour de cassation et des cours d'appel, les anciens gouverneurs et députés permanents, les bâtonniers et anciens bâtonniers de l'ordre des avocats, les anciens secrétaires généraux, directeurs généraux et directeurs dans les départements ministériels, les généraux mis à la retraite, les membres des académies, les professeurs des universités libres et les anciens professeurs des Universités de l'État, les anciens membres de la Cour des comptes et du Conseil des mines, les membres du Conseil supérieur de l'agriculture et du Conseil supérieur de l'industrie et du travail.

Adopté par 8 voix contre 4 et 2 abstentions.

(Séance du 19 nov. 1892.)

Art. 57.

Questions posées :

Y a-t-il lieu d'accorder une indemnité aux sénateurs ?

Question résolue négativement par 8 voix contre 8 et 3 abstentions.

(Séance du 26 nov. 1892.)

Y a-t-il d'accorder une indemnité aux sénateurs qui ne sont pas éligibles par le cens ?

Question résolue négativement par 9 voix contre 6 et 4 abstentions.

(Séance du 26 nov. 1892.)

Y a-t-il lieu d'accorder aux sénateurs, dans les mêmes conditions qu'aux députés, le libre parcours sur les chemins de fer de l'État ?

Question résolue affirmativement par 16 voix contre 3.

(Séance du 26 nov. 1892.)

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTIJD VAN 1892-1893.

XLII.

Tabel der stemmingen, door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan ⁽¹⁾.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.	Genomen beslissingen.
ARTIKEL EEN.	
<i>Voorstel, gedaan door den heer Heynen ⁽²⁾.</i>	
België is verdeeld in provinciën.	De drie eerste paragrafen worden aangenomen bij eenparigheid der 18 aanwezige leden. (Zitting van 26 Nov. 1892.)
Deze provinciën zijn : Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouw, Luik, Limburg, Luxemburg en Namen.	
Het komt aan de wet toe, zoo noodig, het grondgebied in een grooter aantal provinciën te verdeelen.	Vervangen door den tekst van den heer Woeste.
In geval van aanwerving of stichting van koloniën, zal het heheer daarvan door de wet geregeld worden.	
<i>De heer Woeste vraagt dat de slotparagraaf zou luiden als volgt :</i>	Aangenomen met 12 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen. (Zitting van 26 Nov. 1892.)
De wet regelt desnoods het stelsel der koloniën.	

⁽¹⁾ In dato van den 22^{en} Januari 1893.

⁽²⁾ N^o 45, XXXII.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen

Genomen beslissingen

ART. 26.

Voorstel aangeboden door de heeren Feron, Le Pouthé, Thuriau, Janson, Lambiotte en Richald ⁽¹⁾ :

De Koning heeft het recht het kiezerskorps te raadplegen over iedere wet die door beide Kamers, of, in geval van conflict, door eene der Kamers werd aangenomen

Het *referendum* is verplichtend wanneer het gevraagd wordt door honderd duizend kiezers of door vijf provincieraden of door gemeenteraden vertegenwoordigende een cijfer van ten minste een miljoen inwoners.

Voorstel aangeboden door den heer Hanssens ⁽²⁾ :

Bij artikel 26 de volgende paragrafen te voegen :

Onder de voorwaarde in artikel 64 der Grondwet uitgedrukt, heeft de Koning het recht zich te beroepen op de raadpleging van het kiezerskorps over elke door de Kamers gestemde wet :

1° Wanneer ze slechts door eene der Kamers aangenomen werd bij eene meerderheid beneden de drie vijfden der leden die er deel van uitmaken en wanneer die raadpleging door ten minste twee vijfden der leden van elk harer gevraagd wordt;

2° Wanneer de raadpleging terzelfdertijd gevraagd wordt door drie provinciale raden en door gemeenteraden die eene bevolking van ten minste vijf honderd duizend inwoners vertegenwoordigen;

3° Ofwel door gemeenteraden die eene bevolking vertegenwoordigen van ten minste een miljoen inwoners

De bevolking der gemeenten zal berekend worden volgens de uitslagen der laatste volkstelling.

Voorstel overgenomen door den heer Janson ⁽³⁾ :

Er dient overgegaan te worden tot de herziening van artikel 26 der Grondwet, door bijvoeging eener bepaling waar aan de wet de zorg wordt overgelaten om te bepalen in welke gevallen en voorwaarden de Koning rechtstreeks het kiezerskorps zal mogen raadplegen.

Verworpen met 15 stemmen tegen 3.

(Zitting van 26 Nov. 1892)

Verworpen met 15 stemmen tegen 2.

(Zitting van 26 Nov. 1892.)

Verworpen met 13 stemmen tegen 3

(Zitting van 26 Nov. 1892.)

⁽¹⁾ N^o 14, VI.

⁽²⁾ N^o 24, XI.

⁽³⁾ Verklaringen van de Kamers en van den Koning, *Staatsblad* van 25 en 24 Mei 1892, n^o 144 en 145.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.

Genomen beslissingen.

ART. 47.

Voorstel aangeboden door de heeren Janson, Feron, Houzeau de Lehaie, Thiriar, Warocqué en Coppée⁽¹⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt verkozen bij rechtstreeksch algemeen stemrecht.

Zijn kiezer, alle burgers (uitgezonderd degenen welken van hunne rechten ontegd zijn) die de voorwaarden bezitten van ouderdom en domicilie door de kieswet bepaald.

Deze wet somt de klassen van burgers op die, wegens onwaardigheid, voor altijd of tijdelijk uit het kiezerskorps zijn gesloten.

Voorstel aangeboden door den heer Hanssens⁽²⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden gekozen door 't rechtstreeksch algemeen stemrecht der burgers die de voorwaarden van ouderdom en domicilie, door de kieswet bepaald, vereenigen.

Deze duidt de klassen van burgers an die, wegens onwaardigheid, buiten het kiezerskops gesloten zijn, hetzij bestendig of tijdelijk.

Zij mag de uitoefening van het kiesrecht niet afhankelijk maken van voorbehoende vatstellingen der bekwaamheid waarvan de geldigheid of de onwaarde van het stembriefje tegelijk de toest en de bekrachtiging is.

Voorstel aangeboden door den heer Nothomb⁽³⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt door het rechtstreeksch algemeen stemrecht gekozen.

Zijn kiezers, zonder voorwaarde van cijs :

Alle Belgen :

1^o Die den ouderdom van ten volle vijf-en-twintig jaar bereikt hebben;

2^o Die 't bewijs leveren van een onafgebroken verblijf van drie jaar in dezelfde plaats, gemeente of vereeniging van gemeenten.

De kieswet bepaalt de bijkomende voorwaarden alsook de redenen van onwaardigheid of onbekwaamheid, hetzij bestendige of tijdelijke.

Niettemin zal alle wijziging of bijvoeging, aan de kieswet toegebracht, evenals elke afwijking van die wet maar mogen gestemd worden bij de meerderheid voorzien in paragraaf 5 van artikel 151.

Verworpen met 16 stemmen tegen 4.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

Bij eenparigheid der 20 aanwezige leden verworpen.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

Verworpen met 19 stemmen; 1 onthouding.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

(¹) N^o 12, IV.

(²) N^o 25, XII.

(³) N^o 21, VIII.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.**Genomen beslissingen.***Voorstel aangeboden door den heer Sabatier ⁽¹⁾ :*

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt saamgesteld uit afgevaardigden gekozen door het rechtstreeksch algemeen stemrecht.

Zijn kiezers alle Belgen die hunne burgerlijke en politieke rechten genieten en minstens 23 jaar oud zijn op het oogenblik dat de kiezerslijsten opgemaakt zullen worden.

De kieswet zal echter de uitoefening van het kiesrecht kunnen ondergeschikt maken aan zekere voorwaarden van verblijf en bekwaamheid en de redenen van onwaardigheid bepalen, welke den burger buiten het kiezerscorps sluiten, hetzij bestendig of tijdelijk.

Daar de kieswet eene hoofdzakelijk organieke wet is, zal geene enkele kieswet worden uitgevaardigd die niet gestemd is geworden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers met de meerderheid van de twee derden der stemmende leden, daarenboven de twee derden der leden bij de stemming aanwezig zijnde.

Voorstel aangeboden door den heer Helleputte ⁽²⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door de burgers die den ouderdom van ten volle 33 jaar beriekt hebben en door de burgers die den ouderdom van ten volle 23 jaar bereikt hebbende, een door de wet te bepalen examen zullen hebben afgelegd of houder zullen zijn van een diploma van bekwaamheid dat daarvoor in de plaats komt, en afgeleverd is door een openbaar of privaat gesticht van onderwijs.

De kiezers zullen, volgens het door hen uitgeoefende beroep, verdeeld worden in drie groepen beantwoordende aan 't kapitaal, den arbeid, de vrije of verstandelijke beroepen. De drie groepen kiezers stemmen in afzonderlijke afdeelingen.

De drie groepen kiezers stemmen in afzonderlijke afdeelingen en hebben ieder recht op het derde van de te verleenen mandaten.

Indien 't getal mandaten niet juist verdeelbaar is door drie, dan zal het eerste mandaat daarboven aan de eerste groep toekomen, het tweede aan de tweede groep.

Zijn er slechts twee mandaten te verleenen, dan verleent de eerste groep er één; de tweede en derde groep, te samen stemmende, verleenen er insgelijks één.

Moet er slechts één mandaat begeben worden, dan nemen de drie groepen te samen aan de verkiezing deel.

Bijkomend voorstel aangeboden door den heer Feron ⁽³⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt rechtstreeks gekozen door de burgers die de door de wet gestelde voorwaarden in zich vereenigen.

Verworpen met 17 stemmen tegen 3.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

Verworpen met 15 stemmen tegen 3.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

Verworpen met 16 stemmen tegen 4.

(Zitting van 3 Nov. 1892.)

(¹) N^o 29, XVI.

(²) N^o 41, XXVIII.

(³) N^o 39, XVI.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.*Voorstel aangeboden door den heer Janson.*

Voorstel van den heer Janson om aan 't hoofd van art 47 te verklaren :

De kieslijns wordt afgeschaft.

*Voorstel aangeboden door de heeren de Smet de Naeyer,
Fris, Delbeke, Melot, Ligny en Meeus ⁽¹⁾.*

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door de burgers die ten volle den ouderdom van vijf-en-twintig jaar bereikt hebben en aan welke de kieswet het stemrecht toekent.

Worden alleen toegelaten om deel uit te maken van het kiezerskorps .

1^o De eigenaars van onroerende goederen in 't kadaster aangeduid voor een inkomen van ten minste honderd frank ;

2^o Zij die, sedert ten minste één jaar, in de hoedanigheid van voornaamste inbezithouder, een zelfde huis bewonen of een zelfde gedeelte van een huis welks waarde, volgens het cijfer van de bevolking der gemeenten, door de kieswet zal bepaald worden

Die waarde mag niet min dan 1,050 frank zijn.

Voor de gemeenten die meer dan 20,000 inwoners tellen, moet zij bepaald worden op het dubbele van de waarde aangenomen voor de gemeenten van min dan 5,000 inwoners.

De regels, volgens welke men de waarde der huizen en der gedeelten van een huis berekent, worden door de wet voorgeschreven, het kadastraal inkomen van den bebouwdend eigendom dient tot grondslag aan die regels.

Het kadastraal inkomen van den grond waarop het huis gebouwd is evenals dat van het land dat grenst aan het huis en door dezes bewoner gebruikt wordt, mogen, binnen de door de wet voorziene grenzen, tot berekening der waarde, bij het kadastraal inkomen gevoegd worden.

ART. 48.*Vraag gesteld op verzoek van den heer Helleputte*

Dient men uit de Grondwet iederen hinderpaal tegen de inrichting van de mogelijke vertegenwoordiging der belangen weg te nemen ?

Voorstel aangeboden door den heer Feron .

In den tegenwoordigen tekst van art. 48 de woorden « zulke afdeelingen van provincie » vervangen door de woorden : « zulke grondgebiedsafdeelingen »

Genomen beslissingen

Verworpen met 10 stemmen
tegen 4 en 6 onthoudingen.
(Zitting van 5 Nov. 1892.)

Aangenomen met 15 stemmen
tegen 6 en 1 onthouding.
(Zitting van 3 Nov. 1892.)

Ontkennend beantwoord met
7 stemmen tegen 4 en 2 onthoudingen
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Verworpen met 2 stemmen
tegen 1 en 2 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Er wordt beslist dat de antwoorden, gegeven op de twee vragen betreffende de evenredige vertegenwoordiging voor artikel 54, insgelijks van toepassing zullen zijn voor artikel 48 (Zie blz 8)

(1) N^o 23, X

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.

Genomen beslissingen.

ART. 53.

Voorstel aangeboden door de heeren Feron, Janson, Le Poutre, Lemonnier, Robert en Lambiotte ⁽¹⁾.

De leden van den Senaat worden rechtstreeks bij algemeen stemrecht verkozen, ingevolge de voorschriften van artikel 47.

De wet bepaalt de samenstelling, 't getal, de uitgestrektheid en de werking der kiescolleges.

Die colleges kunnen tegelijk grondgebieds- en ambts- of vakomschrijvingen uitmaken.

Ieder burger zal het stemrecht uitoefenen in het college waaraan hij verbonden is door zijn ambt, beroep of maatschappelijken stand.

De wet bepaalt het getal senatoren die door ieder college moeten benoemd worden.

Voorstel aangeboden door den heer Hanssens ⁽²⁾.

De leden van den Senaat worden, naar verhouding der bevolking van iedere provincie, gekozen door de burgers begrepen onder eene der volgende klassen :

1^o De tegenwoordige of de oud-ministers, en de ministers van Staat ;

2^o De tegenwoordige of de oud-leden der wetgevende Kamers; de tegenwoordige provinciale raadsleden of zij die een mandaat van minstens vier jaar hebben vervuld; de provinciale griffieren; de afgevaardigden der Gemeenteraden, welke door dezen bij geheime stemming benoemd zijn in verhouding van één afgevaardigde op 5,000 zielen of deel van 5,000 zielen der bevolking van de gemeente; de secretarissen en de ontvangers der gemeenten waarvan de bevolking meer dan 5,000 zielen bedraagt;

3^o De leden van de besturen der Godshuizen en Weldadigheids bureelen, in de gemeenten waar die instellingen zijn ingericht en een erfgoed bezitten van minstens 50,000 frank ;

Verworpen met 11 stemmen tegen 2.

(Zitting van 10 Nov. 1892.)

Verworpen bij eenparigheid der 13 aanwezige leden.

(Zitting van 10 Nov. 1892.)

⁽¹⁾ N^o 15, V.

⁽²⁾ N^o 26, XIII.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen

Genomen beslissingen

4° De werkelijke, de briefwisselende en de eereleden der koninklijke Akademien van wetenschappen, letteren, schoone kunsten en geneeskunde;

5° De professors van Hoog-scholen en van inrichtingen van hooger onderwijs 't zij openbaar of privaat; de professors der athenea, collèges, bijzondere en normaalscholen; de professors der koninklijke Akademien van schoone kunsten en der koninklijke muziescholen; de inspecteurs van elken graad van het openbaar onderwijs, de leeraars van lager onderwijs die sedert vier jaar verbonden zijn aan eene openbare of aangenomen school,

6° De dragers van een der diplom's van doctor ingesteld door de wet van 10 april 1890 of van het diploma van apotheker, van burgerlijk mijnningemeer of van ingemeer der burgerlijke gebouwen;

7° De dragers van het diploma van verarts, de landbouwkundige ingenieurs; de licentiaten in handelswetenschappen.

8° De werkelijke of gepensionneerde leden van het corps der diplomaten en consuls,

9° De gebreveteerde officieren van het koninklijk zeewezen of der koopvaardij, gekomen uit de zeevaartscholen van Antwerpen en van Oostende;

10° De tegenwoordige of rustende magistraten van elke klasse, de griffiers en toegevoegd-griffiers der hoven, der rechtbanken van eersten aanleg, der handelsrechtbanken, der vrederechten, der werkrechtstraden, 't zij werkzaam of gepensionneerd, de rechters der handelsrechtbanken in bediening of een mandaat van minstens vier jaar vervuld hebbende, de leden der werkrechtstraden in bediening of een mandaat van minstens zes jaar vervuld hebbende, de notarissen, de procureurs en de deewaarders in bediening of die het geweest zijn,

11° De ambtenaars van de bestuurlijke orde van den Staat, der provincien of der gemeenten, alzook van de inrichtingen daarvan afhankelijk, die eene vaste jaarwedde van minstens 4,000 frank genieten.

De ambtenaars der wetgevende Kamers en van de Rekenkamer, in bediening of gepensionneerd, worden gelijkgesteld met de Staats ambtenaars;

12° De officieren van het leger te beginnen met den graad van kapitein, de personen aan het leger verbonden en wier toestand met dien graad gelijkgesteld is;

13° De officieren van de werkzame burgerwacht die minstens sedert zes jaar den graad hebben van kapitein,

14° De ministers van eerediensten, tot en daarin begrepen voor den katholieken eeredienst, de waarnemende pastoors die, als zoodanig, eene jaarwedde genieten ten laste van den Staat of pensioen trekken;

15° De leden der raden van de nijverheid en van het werk, die sedert vier jaar daarvan deel uitmaken, of vijf jaar daarvan deel hebben uitgemaakt;

16° De gemachtigden aangesteld door de kiezers geroepen om de leden der raden te benoemen, in verhouding van twee op duizend kiezers;

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.**Genomen beslissingen.**

17° De leden van den hoogerem raad van het werk zoodra door eene wet bepaald zal zijn hoe zij zullen worden aange-
worven;

18° De voorzitter, ondervoorzitters en secretarissen der
landbouwnootschappen;

19° De gemachtigden benoemd door de eigenaars of de
huurders van landelijke goederen en door de daglooners aan
eene landelijke exploitatie verbonden, in verhouding van twee
op duizend;

20° De leden van den hoogerem raad der nijverheid of des
koophandels;

21° De gemachtigden gekozen door de kooplieden, in ver-
houding van vier op duizend;

22° Al degenen die in de Schatkist van den Staat of der
provincie, in rechtstreeksche belastingen, eene som storten
van 100 frank.

Het recht van slijten van tabak en van alcohol bevattende
dranken wordt niet medegerekend;

23° Al degenen aan wie eene wet, gestemd door eene meer-
derheid, voorzien bij artikel 131 § 3, der Grondwet, het
kiesrecht verleenen zal. De wet bepaalt de voorwaarden van
ouderdom en domicilie, welke de kiezers voor den Senaat
vereenigen moeten.

Voorstel aangeboden door den heer De Smet de Naeyer (1) :

De leden van den Senaat worden verkozen, in verhouding
tot de bevolking van iedere provincie, door de burgers, die,
ten minste 35 jaar oud zijnde, de leden der Kamer van
volksvertegenwoordigers verkiezen.

Art. 54.

Vragen gesteld op verzoek van den heer Woeste :

Dient men uit de Grondwet iederen hinderpaal tegen de
mogelijke inrichting der evenredige vertegenwoordiging weg
te nemen?

Dient men in de Grondwet te schrijven dat de wet de even-
redige vertegenwoordiging toepast op de verkiezing der leden
van den Senaat?

Voorstel aangeboden door den heer Feron :

Artikel 54 opstellen als volgt :

Het getal senatoren zal niet kleiner zijn dan de helft der
afgevaardigden bij de andere Kamer. Het zal niet hooger zijn
dan het volle getal der volksvertegenwoordigers.

Verworpen met 7 stemme
tegen 5 en 3 onthoudingen.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

Bevestigend beantwoord
met 11 stemmen tegen 3
onthoudingen.

(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Ontkennend beantwoord
met 11 stemmen tegen 1 en 2
onthoudingen.

(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Verworpen met 11 stem-
men tegen 1 en 2 onthoudin-
gen.

(Zitting van 19 Nov. 1892.)

(1) N^o 42, XXIX.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.

Genomen beslissingen.

ART. 56.

Voorstel aangeboden door de heeren Feron, Hanrez, Robert en Richald ⁽¹⁾:

Om verkiesbaar te zijn tot den Senaat moet men :

- 1° Belg zijn door geboorte, door de gedane keuze of door de groote naturalisatie.
- 2° Zijne politieke en burgerlijke rechten genieten;
- 3° In België gevestigd zijn;
- 4° Ten minste dertig jaar oud zijn.

Voorstel aangeboden door den heer Hanssens ⁽²⁾ :

Om senator gekozen te kunnen worden en te blijven, is het noodig :

- 1° Belg van geboorte te zijn, bij keuze of krachtens de groote naturalisatie;
- 2° Zijne politieke en burgerlijke rechten te genieten;
- 3° Zijn wettig woonverblijf in België te hebben;
- 4° Minstens veertig jaar oud te zijn.

Voorstel aangeboden door den heer de Smet de Naeyer ⁽³⁾ :

Om tot den Senaat verkiesbaar te zijn, moet men :

- 1° Belg zijn van geboorte of de groote naturalisatie verkregen hebben;

- 2° Ten minste 35 jaar oud wezen;

- 3° Zijn wettig woonverblijf, in België hebben;

- 4° Niet beroofd zijn van het recht van verkiesbaarheid of van het kiesrecht, wegens eene door de wet voorziene oorzaak van onwaardigheid of onbekwaamheid;

- 5° De door de wet bepaalde hooge ambten waargenomen of de belangrijke maatschappelijke standen bekleed hebben, gedurende den tijd door de wet voorzien;

Ofwel, op het oogenblik der verkiezing, eigenaar zijn van onroerende goederen in België gelegen en in 't kadaster aangeduid voor eene waarde van ten minste 15,000 frank;

Verworpen met 11 stemmen tegen 2.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

Verworpen met 11 stemmen tegen 2.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

Vervangen door § 1 van het voorstel, door den heer Woeste aangeboden.

Aangenomen met 6 stemmen tegen 4 en 5 onthoudingen.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

§ 3°. — Aangenomen bij eenparigheid der 15 aanwezige leden.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

Vervangen door § 4, gewijzigd door den heer de Smet de Naeyer.

Vervangen door § 5, gewijzigd door den heer de Smet de Naeyer.

⁽¹⁾ N^o 15, VII.

⁽²⁾ N^o 27, XIV.

⁽³⁾ N^o 42, XXIX.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen**Genomen beslissingen.**

Ofwel, op het oogenblik der verkiezing, ingeschreven zijn op de lijst der hoogst aangeslagene burgers die het land bewonen. Die lijst moet een getal namen bevatten dat gelijk staat met de verhouding van 1 op 3,000 inwoners.

Wanneer, in een provincie, 't getal burgers voorkomende op de lijst der hoogst aangeslagenen van het Rijk de verhouding niet bereikt van 1 tot 3,000 zielen der bevolking, dan wordt er, voor die provincie, een bijkomende lijst opgemaakt waarop de hoogst aangeslagenen zullen voorkomen tot hoogergezegde verhouding bereikt zij.

De wet bepaalt de belastingen die de verkiesbaarheid toekennen

De heer de Smet de Naeyer wijzigt § 4 van zijn voorstel als volgt :

4^o Zijne burgerlijke en staatkundige rechten genieten.

Aangenomen bij eenparigheid
der 15 aanwezige leden
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

De heer de Smet de Naeyer wijzigt § 5 van zijn voorstel als volgt :

5^o Op 't oogenblik der verkiezing, bezitter zijn van in België gelegen onroerende goederen, op het kadaster ingeschreven voor een inkomen van minstens 12,000 frank

Aangenomen met 8 stemmen
tegen 1 en 3 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Of op het oogenblik der verkiezing, ingeschreven zijn op de lijst der in rechtstreeksche belastingen hoogst aangeslagen personen, in België wonende. Die lijst moet een getal namen bevatten in de verhouding van 1 op 4 000 inwoners.

Aangenomen met stemmen
tegen 6 en 1 onthouding.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Wanneer in eene provincie het getal burgers die op de lijst der hoogst aangeslagenen van het Rijk staan, de verhouding van 1 op 4,000 zielen der bevolking niet bereikt, wordt er voor die provincie eene aanvullende lijst gemaakt, de hoogst aangeslagenen bevattende tot bedrag van voormelde verhouding

Aangenomen met 5 stemmen
tegen 2 en 3 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Zijn ontslagen van de voorwaarden vermeld in 5^o, de burgers die gedurende den door de wet voorzienen tijd de hooge ambten of gewichtige betrekkingen hebben bekleed welke door de Grondwet voorzien zijn.

Aangenomen met 8 stemmen
tegen 4 en 2 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Voorstel aangeboden door den heer Heynen (1)

Om tot senator verkozen te worden en het te blijven, moet men :

5^o Gedurende den door de wet voorzienen tijd de hooge ambten of gewichtige plaatsen bekleed hebben die de wet bij meerderheid van twee derden der stemmen bepaalt;

Verworpen met 6 stemmen
tegen 4 en 4 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen.**Genomen beslissingen.**

Of in de schatkist van den Staat, aan rechtstreeksche belastingen, gedurende het loopende en het vorig jaar, ten minste 1,200 frank storten in de provinciën Antwerpen, Brabant en Namen; 1,000 frank in Oost- en West-Vlaanderen, Henegouw, Luik en Limburg; 500 frank in de provincie Luxemburg.

Verworpen met 5 stemmen
tegen 5 en 2 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Amendement door den heer Feron aan het voorstel van den heer Heynen aangeboden :

In België ten minste 500 frank aan rechtstreeksche belastingen betalen.

Verworpen met 8 stemmen
tegen 3 en 5 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892.)

Voorstel aangeboden door den heer Woeste (1) :

Om verkiesbaar te zijn tot den Senaat, moet men :

1° Belg zijn van geboorte, bij keuze of door de groote naturalisatie;

Aangenomen bij eenparigheid der 13 aanwezige leden.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

2° Zijne burgerlijke en politieke rechten genieten;

Als § 4 aangenomen in het gewijzigd voorstel, aangeboden door den heer de Smet de Naeyer.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

3° Zijn wettig woonverblijf in België hebben;

Bij eenparigheid der 13 aanwezige leden aangenomen als § 3° van het voorstel, door den heer de Smet de Naeyer aangeboden.
(Zitting van 10 Nov. 1892.)

4° Ten minste 40 jaar oud wezen;

Vervangen door § 2° van het voorstel aangeboden door den heer de Smet de Naeyer.

5° In België ten minste 1,500 frank rechtstreeksche belastingen betalen.

De 3 eerste alinea's van § 5° worden vervangen door de gewijzigde § 5°, aangeboden door den heer de Smet de Naeyer.

In de provinciën waar de lijst der burgers die 1,500 frank rechtstreeksche belastingen betalen, de verhouding niet bereikt van 1 op 5,000 zielen der bevolking, wordt zij volledig door de hoogst aangeslagenen der provincie, tot men die verhouding bereikt hebbe.

Zijn insgelijks verkiesbaar de burgers die, benevens de vier eerste voornoemde voorwaarden, tot de volgende klassen behooren :

(1) Nr 43, XXX.

Tekst der aangeboden voorstellen en gestelde vragen**Genomen beslissingen.**

De ministers van Staat, de oud-ministers, de oud-senatoren, de volksvertegenwoordigers en oud-volksvertegenwoordigers, de oud-gevolmachtigde ministers of residenten, de op pensioen gestelde leden van het Verbrekingshof en van de hoven van beroep, de oud-gouverneurs en leden der bestendige deputatien, de stafhouders en oud stafhouders van de orde der advocaten, de oud-secretarissen generaal, bestuurders-generaal en bestuurders van de ministerieele departementen, de op pensioen gestelde generaals, de leden der academien, de professors der vrije hoogeschole en de oud-professoren der Staats-hoogeschole, de oud-leden van de Rekenkamer en van den Raad der mijnen, de leden van den hooger Raad van landbouw en van den hooger Raad van nijverheid en arbeid.

Art. 57.*Gestelde vragen :*

Dient men aan de senatoren eene schadeloosstelling toe te staan?

Aangenomen met 8 stemmen
tegen 4 en 2 onthoudingen.
(Zitting van 19 Nov. 1892)

Dient men eene schadeloosstelling toe te staan aan de senatoren die niet verkiesbaar zijn door den cijns?

Ontkennend opgelost met
8 stemmen tegen 8 en
3 onthoudingen.
(Zitting van 26 Nov. 1892.)

Dient men aan de senatoren, in dezelfde voorwaarden als aan de volksvertegenwoordigers, kosteloos vervoer op Staats-spoorwegen te verleenen?

Ontkennend opgelost met
9 stemmen tegen 6 en
4 onthoudingen.
(Zitting van 26 Nov. 1892.)

Bevestigend opgelost met
16 stemmen tegen 3.
(Zitting van 26 Nov. 1892.)

